

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/21

5 mars 1996

(96-0783)

Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LES TRAVAUX DU CONSEIL DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION TECHNIQUE

Note informelle du Président*

1. A sa réunion du 21 novembre 1995, le Conseil des ADPIC a demandé au Président d'établir, avec l'aide du Secrétariat, pour la première réunion du Conseil en 1996 une brève note d'information dans laquelle il exposerait de façon structurée les questions qui avaient été soulevées au sujet de la coopération technique et recenserait les moyens possibles de faire avancer les travaux du Conseil dans ce domaine. La présente note a été établie en réponse à cette demande.
2. L'article 67 de l'Accord sur les ADPIC contient des engagements en matière de coopération technique. Il prévoit que les pays développés Membres offriront, sur demande et selon des modalités et à des conditions mutuellement convenues, une coopération technique et financière aux pays en développement Membres et aux pays les moins avancés Membres. D'après cette disposition, l'objectif d'une telle coopération est de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord. L'article précise qu'elle comprendra une assistance en matière d'élaboration des lois et réglementations relatives à la protection et au respect des droits de propriété intellectuelle ainsi qu'à la prévention des abus, et un soutien en ce qui concerne l'établissement ou le renforcement de bureaux et d'agences nationaux chargés de ces questions, y compris la formation de personnel.
3. Si les obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC au sujet de la coopération technique sont des obligations que les pays développés ont à l'égard des pays en développement et des pays les moins avancés Membres, les travaux du Conseil des ADPIC dans ce domaine ont aussi porté sur d'autres activités de coopération technique qui faciliteraient la mise en oeuvre de l'Accord, en particulier celles des organisations intergouvernementales, notamment l'OMPI, et sur la coopération technique en faveur des pays en transition qui ne sont pas des pays en développement. Il a par ailleurs été question du rôle important de la coopération entre pays en développement eux-mêmes, en particulier au niveau régional.
4. D'après les débats qui ont eu lieu au Conseil des ADPIC, il semble y avoir quatre types de questions que le Conseil voudra peut-être traiter plus avant dans le cadre de ses travaux dans ce domaine:
 - communication systématique de renseignements sur les activités de coopération technique;

*La présente note a été distribuée de manière informelle aux membres du Conseil des ADPIC le 7 février 1996. Etant donné qu'elle a fait l'objet d'un examen détaillé à la réunion du Conseil du 22 février 1996 et qu'il en sera donc question dans le compte rendu de cette réunion, elle est distribuée en tant que document du Conseil.

- façon dont le Conseil peut aider à faire en sorte que les besoins de coopération technique soient dûment couverts;
- activités de coopération technique des organisations intergouvernementales, en particulier de l'OMPI et de l'OMC elle-même, notamment compte tenu de l'accord conclu récemment entre les deux organisations; et
- possibilité, dans le cadre du Conseil des ADPIC, de mener un débat plus approfondi sur des thèmes particuliers dans le domaine de la coopération technique.

Il ne s'agit pas là d'une liste exhaustive de questions que le Conseil pourrait examiner. Les Membres ont bien sûr la possibilité de soulever d'autres points.

Communication systématique de renseignements

5. Jusqu'ici, le Conseil a reçu de 13 pays développés Membres (documents IP/C/W/12 et addenda 1 à 7) des renseignements concernant leurs programmes de coopération technique et financière dans le domaine de la propriété intellectuelle qui se rapportent à la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC. Plusieurs organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur au Conseil des ADPIC (Banque mondiale, CNUCED, FAO, FMI, OMD, OMPI et Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)) ont fourni des renseignements sur leurs programmes de coopération technique (documents IP/C/W/10 et addenda 1 à 6), de même que le Secrétariat de l'OMC (document IP/C/W/11).

6. La communication de ce type de renseignements au Conseil des ADPIC semble avoir deux grands objectifs:

- s'agissant des activités de coopération technique des pays développés Membres en faveur des pays en développement Membres, elle permet au Conseil de s'acquitter de sa fonction qui consiste à surveiller le fonctionnement de l'Accord, en l'occurrence de l'article 67;
- toutefois, d'une manière plus générale, la communication de renseignements a aussi une fonction de transparence essentielle, permettant aux pays en développement Membres qui voudraient demander une assistance technique et financière de savoir quels types d'assistance sont disponibles et à qui ils doivent s'adresser.

7. Il est trois questions que le Conseil des ADPIC pourrait examiner plus avant en ce qui concerne la communication systématique de renseignements sur les activités de coopération technique:

- Premièrement, le Conseil devrait-il demander que les renseignements fournis par les pays développés Membres soient périodiquement mis à jour, de même que ceux qui sont communiqués par les organisations intergouvernementales, et aussi par tout pays en développement ou en transition Membre qui souhaiterait donner des renseignements sur ses activités en la matière? Dans l'affirmative, l'actualisation devrait-elle se faire chaque année et avant quelle réunion du Conseil? A cet égard, on se rappellera que, en 1995, les renseignements avaient été collectés en vue de la réunion du Conseil de septembre, et il a été suggéré que le Conseil fasse porter son attention en particulier sur les activités de coopération technique à sa réunion de septembre 1996.

- Deuxièmement, devrait-il y avoir une sorte de modèle destiné à faciliter la présentation des renseignements, en particulier pour les pays développés Membres? Lors de l'examen de cette question, il faudrait tenir compte de la nécessité de trouver un équilibre approprié entre les avantages qui pourraient découler d'une présentation plus uniforme et les désavantages qui pourraient découler du fait que la description des programmes et des projets devrait suivre une structure artificielle. De nombreux programmes et projets couvrent un large éventail de questions - par exemple, élaboration de la législation, aide au renforcement des institutions et formation; bien des éléments risqueraient de ne pas apparaître si les renseignements devaient être présentés sous différentes rubriques en différents endroits. Une possibilité serait de demander au Secrétariat d'établir une liste de rubriques de base que les délégations pourraient utiliser pour donner une vue d'ensemble de leurs activités de coopération technique et les encourager à présenter en annexe les détails des divers programmes. On espère qu'une telle approche aiderait aussi à réduire au minimum la charge pesant sur les délégations qui fournissent les renseignements car elles pourraient utiliser des descriptions de leurs programmes qui auraient été établies à d'autres fins.
- Y aurait-il lieu de demander au Secrétariat de préparer un résumé analytique des renseignements déjà présentés?

Nécessité de faire en sorte que les besoins de coopération technique soient couverts

8. Lors des débats sur la coopération technique qui ont eu lieu au Conseil des ADPIC, on s'est demandé si ce dernier pouvait contribuer à ce que les besoins de coopération technique et financière soient dûment couverts. Lors de l'examen de ce point, il faudra se rappeler que, comme on l'a vu plus tôt, l'article 67 prévoit une coopération fondée sur des demandes des pays en développement Membres et sur un accord mutuel concernant ses modalités et conditions.

9. Deux questions mériteraient d'être examinées à ce sujet:

- Premièrement, il a été suggéré que le Secrétariat soit une sorte d'organe centralisateur qui assurerait la coordination entre les demandes de coopération technique et l'offre. Lors de l'examen de toute suggestion visant à systématiser cette fonction, il faudrait déterminer, premièrement, si elle ne se traduirait pas par une charge administrative inutile et un éventuel manque d'efficacité, étant donné que le processus bilatéral de demande et d'obtention de coopération technique semble bien fonctionner d'une manière générale, et deuxièmement, si le Secrétariat, avec les limites que lui imposent ses ressources, pourrait faire face à la charge qui en résulterait. Il convient aussi de rappeler que l'OMPI joue déjà un rôle important à cet égard. Toutefois, il va sans dire que le Secrétariat resterait au service de tout pays en développement Membre qui voudrait un avis sur les possibilités de coopération et, si nécessaire, servirait d'intermédiaire dans l'examen de ces possibilités. On pourrait aussi se demander si, au cas où des difficultés plus fondamentales se poseraient, le Président du Conseil devrait également être prêt à jouer un rôle dans ce domaine.
- Deuxièmement, il pourrait arriver qu'un Membre ou des Membres estiment qu'il existe des lacunes de caractère plus général dans la coopération technique et financière disponible et souhaitent soulever la question au Conseil pour qu'elle soit examinée collectivement, en vue de déterminer si on pourrait faire plus dans ces domaines. L'inclusion régulière du point "coopération technique" dans l'ordre du jour des réunions du Conseil permet de soulever de telles questions.

Activités de coopération technique des organisations intergouvernementales, y compris coopération entre l'OMPI et l'OMC

10. Lors des discussions sur la coopération technique, l'attention a porté sur les activités des autres organisations intergouvernementales, en particulier celles de l'OMPI. Depuis, l'OMC a conclu avec cette organisation un accord de coopération, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1996. Cet accord prévoit, entre autres choses, que le Bureau international de l'OMPI et le Secrétariat de l'OMC s'emploieront à renforcer leur coopération dans le cadre des activités d'assistance technico-juridique et de coopération technique liées à l'Accord sur les ADPIC qu'ils consacrent aux pays en développement, de manière à optimiser l'utilité de ces activités et à leur conférer un caractère de soutien mutuel. L'assistance qu'une Organisation fournit à ses propres Membres sera aussi offerte aux Membres de l'autre Organisation. L'Assemblée générale de l'OMPI est aussi convenue que le Bureau international prendrait des dispositions pour pouvoir répondre aux demandes d'assistance technico-juridique des pays en développement se rapportant à l'Accord sur les ADPIC et que le champ de cet accord serait étendu aux activités de coopération pour le développement de l'OMPI.

11. Comme on l'a vu au paragraphe 7, le Conseil voudra peut-être déterminer s'il y a lieu de demander périodiquement des renseignements actualisés sur les activités de coopération technique d'autres organisations intergouvernementales et de l'OMC elle-même, ainsi que sur la coopération entre le Secrétariat de l'OMC et le Bureau international de l'OMPI dans ce domaine.

Débats thématiques

12. Le Conseil des ADPIC voudra peut-être se demander s'il serait utile de prévoir des débats périodiques sur des aspects spécifiques de la coopération technique en vue d'examiner plus en détail les possibilités offertes et l'expérience des Membres. Cela pourrait se faire soit au Conseil soit au cours d'un atelier d'une demi-journée, ouvert à tous les Membres intéressés, qui aurait lieu immédiatement avant ou après une session du Conseil. Des pays développés et en développement, ainsi que les représentants d'organisations intergouvernementales compétentes, notamment l'OMPI, pourraient présenter de brefs exposés sur la question à l'examen qui ferait ensuite l'objet d'un débat. Les thèmes qui pourraient être examinés sont les suivants: élaboration des lois et réglementations; établissement et/ou renforcement de bureaux chargés de la propriété industrielle; établissement de systèmes de protection des obtentions végétales; mise en oeuvre des obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC dans le domaine du droit d'auteur; établissement et fonctionnement de mécanismes spéciaux à la frontière pour faire respecter les droits; autres problèmes liés au respect des droits (par exemple, communication de renseignements aux autorités judiciaires, gens de loi et autres agents), etc.